

L'AGRICULTURE EN PROIE À L'ÉCOLOGISME¹

par Claude Monnier

Philippe Ballan. – L'ouvrage, paru en 2006 dans la collection « Biologie, Economie, Agronomie » de l'Harmattan, n'a pas eu le retentissement qu'il méritait. Claude MONNIER, exploitant en Beauce et membre de l'Académie d'Agriculture, présente une réflexion très complète sur chacun des grands débats qui opposent l'agriculture « moderne » et la nébuleuse écologiste. Le sous-titre « *Moissons Interdites* » exprime bien cette sorte « d'empêchement » global au progrès technique, qui est si mal vécu par les scientifiques et la profession.

Comment l'agriculture est-elle devenue la victime d'une certaine pensée écologique ?

Quels ressorts, quelles manipulations ont-ils été actionnés pour aboutir à la situation d'aujourd'hui où « *alors que la présomption d'innocence est réclamée pour un délinquant, c'est la présomption de nuisance qui s'attache aux produits agricoles* » et aux producteurs. Le premier plaisir du lecteur se trouve dans le rappel minutieux de cette **histoire parallèle** entre un secteur agricole en voie de modernisation rapide et une pensée écologiste qui vient la combattre. A armes égales ? Non ! L'agriculture a manqué sa communication alors que les relais médiatiques n'ont jamais manqué lorsque « *c'est sur la peur que se joue l'essentiel de la pensée écologiste* ».

Rien de manichéen néanmoins dans la présentation qu'en fait l'auteur : il rend hommage à trois grandes figures de cette pensée, le grand chercheur René Dubos (« *Courtisons la terre* »1980), le botaniste Roger Heim (« *l'angoisse de l'an 2000* »1973), et Jean Keilling à propos de la qualité de l'eau en 1968, parce qu'ils n'ont jamais avancé que « *la nature avait toujours raison* ». Il regrette alors le fourvoiement d'un Théodore Monod dans la « *deep ecology* » où la planète compte plus que l'homme ; et c'est assez logiquement qu'il réserve à l'aventure écologiste de René Dumont l'effet déclencheur de « *l'écologie populaire et politique* » qui aura « *ouvert les vannes dont se sont échappés les démolisseurs* ». Il voit du reste avec justesse que le grand agronome avait alors « *plus de préoccupations humanitaires qu'écologistes* » ; mais la méprise a été féconde !

C'est à **l'agriculture biologique** que l'auteur consacre d'abord ses analyses et ses premières flèches, parce que l'alimentation, beaucoup plus vite que la santé, oriente l'opinion du consommateur, et que « *les écologistes praticiens ont répondu à l'attente des écologistes théoriciens* ». Mais la cause est vite entendue de ce « *grand bond en arrière* » que représentent ce postulat de la supériorité du « naturel » et celui du flou délibéré entre naturel et artificiel dans les pratiques bio et dans les intrants, comme le montre le cortège des dérogations aux cahiers des charges. Plus encore que la démonstration, qui est implacable, à propos de l'usage du compost versus nitrates, ou de l'imprécision entretenue sur la notion « *d'équilibres naturels* », l'auteur nous séduit par la manière dont il analyse les coups portés à la science, faisant remonter au scientisme et à ses excès d'alors la première modification des esprits, jusqu'à la ministre allemande « verte », Renate Kuenast, pour qui « *l'agriculture biologique est plus respectueuse de l'environnement...parce qu'elle utilise moins d'engrais et moins de pesticides* », où il voit « *l'affaiblissement de la science dans les rapports science-société en Europe occidentale* »

¹ Éditions l'Harmattan, 2005.

Le cas des nitrates méritait évidemment un développement particulier, pour comprendre, là encore avec un historique précis, l'enchaînement des alertes et des règlements. Le débat remonte à Boussaingault, qui en 1856 s'interrogeait à propos de l'eau utilisée par les Hopitaux de Paris ; nous le suivons avec le CORPEN, la mission Eau-Nitrates du Ministère, la directive européenne Nitrates de 1994, les errements de l'OMS sur les seuils, et finalement un usage sans doute intempestif du principe de précaution... On lit aussi que les médecins (sont cités les Drs Tubiana, Cabrol, L'Hirondel), et de nombreux experts américains de renommée internationale, rejettent cette alarme intempestive sur la nocivité des nitrates.

D'un doute nécessaire à de fausses certitudes

Avec les nitrates et la pollution qu'on y attache, on entre de plein pied dans la vaste **critique environnementale** ; on ne peut que s'accorder avec l'auteur devant le glissement insidieux qui aura fait que de la louange sur les réussites de productivité on soit subtilement passé au rejet pur et simple du système « productiviste ». Le drame est déjà dans les mots, mais il aura inspiré une dérive plus fondamentale, celle d'une agriculture qui aurait besoin qu'on lui dise comment être « durable ». Inacceptable pour un praticien attentionné, qui « *ne joue jamais la technique contre la nature* », qui se sait gardien du « *fonds* », et pour qui, démonstration à l'appui, « *l'épuisement des sols n'est pas le corollaire de l'agriculture intensive !* ».

Peut-être trouvera-t-on l'auteur moins convaincant lorsqu'il aborde le sujet des « *paysans jardiniers* » qui doivent répondre à « *l'attente sociétale* », et la **promotion administrée du paysagisme** à travers « l'hérésie » que représente l'attribution d'une partie des aides compensatoires de la PAC à des mesures environnementales, les CTE, les MAE, etc... Plus ! En y voyant une attaque de la propriété privée, et critiquant au passage le projet d'une terre déprivatisée d'Edgar Pisani dans « L'utopie foncière », le propriétaire terrien voit rouge.

On ne s'étonnera pas de voir battu en brèche le concept de « **développement durable** » cependant que « *la démarche si vertueuse ne peut laisser personne indifférent* ». Certes il convient « *d'éviter les dommages apportés au cadre de vie, d'appliquer la vigilance nécessaire contre des moyens de plus en plus puissants d'agresser la nature, et de requalifier les infractions avec une rigueur accrue dans l'application des peines...* », mais pas de « *faire surgir une nouvelle philosophie de l'existence* »,...ajoutant « *à partir de faits ignorés de nos prédécesseurs, car c'est faire bien peu de cas de leur prévoyance* » : fierté du praticien ! L'occasion est alors belle de citer le caractère durable de notre gestion des forêts depuis Colbert, comparée notamment au saccage de la forêt amazonienne du pays qui abrita la conférence ... de Rio justement (1992) !!

Durable oui ! « *à condition que l'aspect évolutif des procédés agricoles ne disparaisse pas* », cet « *aspect qui chagrine le plus les écologistes, émus à chaque apparition d'une nouveauté technique* », car « *le durable ne l'est qu'au prix d'interventions fréquentes* ». L'appareil administratif et juridique aussi est visé par ces critiques lorsque celui-ci s'ingénie à codifier et formaliser des mesures, comme dans la « bio » ; car si elle prend moins elle restitue moins, et on n'a pas à considérer la « bonne culture actuelle » comme moins durable !

Plaidoyer pour une meilleure communication

Face à tout cela, une agriculture financièrement aidée a du mal à se justifier. L'auteur regrette que le Ministère de l'Agriculture, devenu « *simple guichetier des fonds publics européens* », n'ait pu « *défendre très publiquement et très officiellement une profession qui ne déroge pas à son éthique et encore moins à sa réglementation* ». Et lorsque le Ministère entérine la dissociation des fonctions de production et d'entretien, qui n'est ni plus ni moins que le passage d'une agriculture jugée trop économique à une agriculture plus sociale, le vocable de multifonctionnalité recouvrant de fait des activités que le marché ne rémunère pas, il aurait pu faire l'éloge du travail paysan plutôt que d'imposer des obligations !

L'auteur met ensuite le doigt sur le mal causé par la « **vache folle** » et le poulet à la dioxine, mais pour rappeler justement que, dans le cas des produits animaux, les victimes se sont fait connaître ou ont été reconnues ; rien de tel avec les produits végétaux. Ceci étant, une analyse précise de la filière animale montre en quoi les procédés mis en œuvre (la mécanisation de l'affouragement, de la traite et des soins, la distribution de farines, ...) qui constituent les conséquences d'une politique « intensive », l'ont été parce que l'élevage extensif, dont la France aurait peu ou prou les moyens était refusé ; l'occasion de louer la science et la préscience du Directeur de l'INRA Jacques Poly. Et les mêmes opposants à la modernisation de l'élevage sont mal venus de prôner au nom de la sécurité alimentaire des méthodes dont ils refusent les moyens, au premier rang desquels se trouve l'extension des surfaces.

La même dialectique s'applique à la question **des OGM** : comment refuser, par ignorance finalement, les bienfaits que procurent les biotechnologies, lesquelles sont d'abord le perfectionnement de méthodes de sélection basées sur les mécanismes de l'hérédité. Écoutons l'auteur : « *dans cette attitude négative, nous retrouvons le raisonnement écologiste qui tient pour certitude possible un phénomène dont l'impossibilité n'a pas encore pu être démontrée* ». Cette « *perversité de la rhétorique écologiste* » s'est répandue partout jusqu'à permettre, comme on doit le déplorer, le saccage de parcelles expérimentales autorisées...

Encore l'Histoire, pour comprendre : une interview de **Jacques Poly**, par le grand journaliste Pierre Desgraupes, paraît dans « Le Point » en juillet et août 1979. Claude Monnier rappelle l'émerveillement de Desgraupes devant les promesses d'une science en ébullition. « *Pas le plus léger indice de doute sur la validité du travail de recherche, rien pour désamorcer à l'avance un désaveu éventuel, rien pour parer une réprobation possible. Heureux temps !* » Aujourd'hui on assiste au « *raz-de-marée de l'antiscience, que des responsables de l'agronomie classique auraient pu endiguer à temps. Mais trop de spécialistes se sont empressés en direction de l'environnement ; Le désarroi de l'agriculture moderne est d'abord imputable à cette sorte d'abandon qui l'affaiblit et la fait douter d'elle-même* ».

Quelques belles pages sont consacrées plus directement aux **agronomes**, ces « *compagnons de route des praticiens* ». L'auteur voit justement une « *ligne de partage entre les agronomes du secteur privé qui épaulent directement l'agriculteur et s'expriment surtout dans la presse professionnelle, et ceux du secteur public qui ont rallié le camp des censeurs* ». Il ne trouve qu'un scientifique de la chaire Économie et Sociologie de l'INRA, Jean-Marc Boussard, pour avoir eu la clairvoyance et la probité nécessaires. L'INRA est encore cité pour dans le passé « *n'avoir d'autre préoccupation que la recherche scientifique* », alors qu'il lui faut aujourd'hui, selon la formule et l'incitation de Guy Paillotin, « *prendre en compte les préoccupations de la Société* », jugeant que ce tournant peut être porteur de malentendu.

Sous l'exerce d'une phrase de Goethe

« *Grises sont les théories, mon ami*

**mais l'arbre de la vie est toujours vert* »

et faisant pièce à quelques pessimistes notoires (Hans Jonas, Cioran), Claude Monnier montre enfin le visage d'un homme ardent à l'enthousiasme, que l'on veut partager car... « *la science, elle, n'a pas dit son dernier mot* ».

Un livre qui se lit avec délice, tant pour la finesse de la pensée que pour la qualité de l'écriture et la foison de références ; un livre qui fait aussi honneur à la corporation des agronomes, lesquels seraient inspirés de faire de cette réflexion sur les Moissons Interdites un ouvrage de référence pour le développement de l'agriculture, qui est le combat de leur vie.